

Cant  
1864  
F&C  
10333

Il n'est venu en effet les factions dédaigner enfin reconnaître que toutes elles sont également odieuses aux Français, et que leurs perfides combinaisons sont dépourvues de quel que manière qu'elles les colorent.

L'étranger, l'étranger, pour renverser le R. P. de France, il faut qu'il soutiend une vaste coalition, afin de l'appeler à toutes les fonctions publiques que les parisiens ont délaissées, et de le faire entrer dans les administrations, les décrets du royaume, et de l'annexion, etc.

Le résultat de ces manœuvres fut que d'une part la crainte qu'un avait inspiré du retour de la terreur, et de l'autre la manière dont on avait organisé l'émission des votes, firent presque généralement tomber les choix sur des ennemis du gouvernement républicain, et un grand nombre d'émigrés royalistes bien connus se trouvèrent appelés aux emplois les plus éminents.

Devant la veille des élections, les conspirateurs, se croyant déjà certains du succès, ne cachèrent plus leurs odieux projets; le refus de la République, la mort ou le départ de tous les républicains leur paraissaient assurés, et ils se livraient à de folles orgies.

La conspiration frappa tous les yeux, et les citoyens indignés se réunirent pour protester contre la décadence que par la manœuvre folle et l'esprit de parti, l'énergie des législateurs, secondés des efforts du gouvernement, avaient francs et libérés les chefs d'émigrés, et de leur propre sein, et une prompt punition lui évaluaire les leurs dessein.

Cette année-là l'étranger n'a pas renoncé à la conspiration, mais il a changé de livre; en beaucoup d'endroits il a posé la crainte du royaume au même degré d'exagération que celle du terrorisme.

Dans un assés grand nombre de départements, tels que dans la Sarthe (Et c'est visible), etc., ils ont encore faulx jeu jusqu'à convoquer leurs alliés de tous les parties du département, et là, ils ont dit tous les chefs de l'ère, depuis les fonctionnaires jusqu'aux fonctionnaires législatifs. Administrateurs, juges, etc., tout a été indiqué par eux, et ils ont eu l'effronterie de se désigner eux-mêmes pour être députés au corps législatif. C'est par ce double moyen, c'est-à-dire par la calomnie et par une coalition bien ourdie, que cette année aussi ils ont fait perdre les suffrages sur beaucoup d'electeurs qui annoncent les plus grandes craintes.

Est-il un républicain digne de ce nom qui ne frémisse d'indignation, en voyant figurer parmi eux des hommes coupables de toutes sortes d'exagérations, et d'excès, et qui ont eu le cœur si méchant que la claque publique secoue d'homme, de leurs propres mains, déchiré les entrailles de leurs victimes? D'autres, sans s'être par de tels horribles faits, sont connus par ses disséminations, et par son orgueil, ou par leur impudence à défendre alternativement les partis les plus opprés, et à nier l'existence de toutes les conspirations, telles qu'elles soient, royales ou anarchiques, qui ont tenu au renversement du gouvernement. La calomnie et les journaux ont encore été pour eux cette année, et pour ceux qui profitent de leur royaume, une arme aussi puissante que perfide. Les vrais citoyens, ceux qui ne veulent l'aristocratie ternie de terroirisme avant le 18 fructidor, et ceux qui ne veulent que la République, ont été aussi appelés à tous les emplois.

Enfin, pour rendre la similitude parfaite, on a chassé les citoyens les plus paisibles des assemblées primaires, ainsi que l'année dernière; et dans plusieurs d'entre'eux on s'est assés fait les suffrages par la fraude et la violence.

Et qu'il n'y eût eu de ce sera-t-il être de la République, que pour être livrée sans retour à la plus sanguinaire anarchie? L'élan qui vient de rendre à la liberté plusieurs citoyens, justis assurés à tous les genres de despotisme, n'a-t-il pas été tout-à-coup? Les contraires libres aujourd'hui devraient-elles être tous livrés aux fureurs d'une délirante démogogie, et le reste d'être livré effrayé à une délirante démolition.

Non!... les dessein impitoyable et de l'annexion seront également répétés. Les bons citoyens, qui se sont réunis en nombre aux assemblées électorales, hontes de voir à leur côté d'hommes exérés ou déshonorés, les vont venir à leur secours, et se feront écouter. Mais ils auront à prouver en même temps que ce n'est pas par opposition aux principes, mais au contraire pour conserver dans toute leur énergie l'esprit et le gouvernement républicains, car si le résultat est également leur cause, celle des amis de la République ne soit pas donnée, qui commandent l'indulgence, et qui prouvent ainsi que tout esprit de parti et toute ambition particulière ont été mis de côté, ils sont assurés que le parti public et le corps législatif mériteront l'approbation de tous les Français.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

Enfin le corps législatif, en prenant la mesure très sages de rendre juge de la validité des élections, a mis le sort de la République dans ses mains, et c'est son propre intérêt que de ne pas prêter de doute qu'il aura de cette faculté de manière à assurer pour jamais sa propre gloire et l'affermissement de la République.

noyau de l'indigne Ghézy a été sur le point de produire des effets tout aussi désastreux. Un petit nombre d'hommes adroits et sans foi, a été toujours par sa résistance du grand nombre, soit par la crainte, soit par la laideur. Il est dans la nature de se laisser entraîner par le parti le plus menaçant et le moins par le plus sage. Des exemples multipliés dans les deux sens ont assuré prouvé la vérité de ces maximes.

Cependant, des hommes toujours adroits à couvrir leurs desseins d'un apitieux prétexte, ne manquent pas de vous dire que ces élections sont le choix du peuple, et qu'elles ne peuvent pas être annulées. *Non, ce n'est pas le choix du peuple... pas plus que celui qui vous a donné les viles conspirateurs que vous avez chassés en France!* C'est le choix d'une faction abominable, qui se rattache aux mêmes fins que celles de l'An V, troupées par le même or, dont les manœuvres sont aussi évidentes, et dont le résultat serait encore plus funeste, puisqu'il tend à faire exécuter le gouvernement républicain, et à élargir le système représentatif, en introduisant dans les fonctions les plus éminentes, des hommes tarés et justement odieux! Si vous osez reconnaître que vous d'avez pas le droit d'annuler le résultat d'une conjuration aussi claire et aussi honteuse, vous êtes, dès l'instant même, obligés de vous avouer coupables de crime capital, pour avoir espérés, par la loi du 19 fructidor, des hommes qui étaient encore dans son cas bien plus favorable, puisqu'ils étaient depuis plusieurs mois sans contradiction au milieu de vous.

Un acte par lequel vous introduiriez parmi vous les partisans et les supports de l'horrible système de 93, est celui du rappel des conspirateurs de l'étranger. Vous vous jugez, et vous avez raison, obligés de Des raisonnements plus ou moins capiteux, pourront obscurcir ces vérités aux yeux des hommes timides ou d'un subtile jugement, mais elle restera gravée dans l'histoire et dans l'esprit de tous ceux qui sont doués d'un jugement sain.

Ce serait, au surplus, un crime de doute du parti le corps législatif prend dans cette occasion délicate. Elle française peut compter sur son énergie et sa sagesse. Il y aigrit contre ces hommes courageux et sincèrement amis de leur pays, qui ont sauvé la France en fructidor, par la grandeur de leurs mesures législatives; ils auront la sauveur encore en floréal de l'An VI, par la sagesse et la sévérité de leurs décisions. Et la manœuvre si audacieusement ourdie pour faire du corps législatif un objet de haine et de terreur, n'aura produit d'autre effet que de rendre sa composition toute que, par les vertus, les talents, le plus grand civisme, et le moins de plus impuissante, et sera l'objet de la confiance et du respect de tous les ans sincères, adens et créateurs de la liberté.

(Extrait du Patriote français.)

EXTRAIT du registre des arrêtés de l'administration centrale du département de Saône et Loire.

Séance du 15 germinal, séance ordinaire législative.

VU l'imprimé intitulé *avis royalistes*, extrait du *patriote français*, adressé au commissaire central le 11 de ce mois, par le ministre de la police générale de la République, qu'il charge de lui donner la publicité convenable;

L'administration centrale du département de Saône et Loire;

OU le commissaire de direction exécutif;

A R R Ê T É :

Que ledit imprimé sera réimprimé, envoyé aux administrations municipales, pour être publié et affiché dans toutes les communes de leurs arrondissements, et principalement à la porte du local destiné à la tenue de l'assemblée départementale de ce département.

Le registre est signé des administrateurs présents, du commissaire du Directeur exécutif, et des secrétaires.

Par extrait, BOISSARD, secrétaire.

2444 2413